

Les Etats-Unis veulent complètement asphyxier l'Iran

Le secrétaire au Trésor américain Scott Bessent va tenir ce soir, vers 20h (heure française) une conférence de presse consacrée à ce qu'il a lui-même baptisé l'« Economic D-Day » contre l'Iran.

Il s'agit, selon ses propres termes, de la plus grande guerre économique que les États-Unis lanceront contre l'Iran depuis l'existence du conflit qui les oppose. Scott Bessent a résumé l'objectif sans détour : « *couper chaque ligne économique qui soutient le régime tyrannique jusqu'à ce que Téhéran se retrouve isolé.* »

Dans une tribune publiée dimanche 23 août dans le Financial Times, il est allé plus loin, qualifiant cette offensive de « *la plus grande offensive financière jamais mobilisée contre un adversaire* ». Washington entend couper toutes les bouées de sauvetage économiques restantes de l'Iran, en ciblant les pays et entreprises qui achètent ou transportent son pétrole, traitent ses paiements, immatriculent ses navires, accueillent des vols iraniens ou facilitent les transferts de carburant navire à navire.

Scott Bessent a menacé les partenaires commerciaux de l'Iran d'exclusion des marchés de capitaux mondiaux et d'une « prospérité durable », avertissant que tout pays servant d'« artère financière » à Téhéran devrait s'attendre à partager son isolement et à devenir un « paria mondial ».

Il a également suggéré qu'un isolement financier complet pourrait éliminer le besoin d'un recours supplémentaire à la force militaire américaine, tout en menaçant d'une réponse « rapide et décisive » si l'Iran ripostait par des attaques contre les forces américaines ou les États du Golfe.

Scott Bessent met en avant « double coup » associant blocus naval et sanctions financières. Mais il vaut la peine de préciser d'emblée que le volet blocus tourne depuis des mois et mord déjà réellement. Reuters a publié vendredi 21 août un article documentant la chute brutale des offres de pétrole iranien vers les acheteurs chinois, avec des volumes nettement inférieurs à la moyenne de 2025.

Ce qu'il faut donc vraiment surveiller aujourd'hui, ce n'est pas la rhétorique, mais **la liste de désignation elle-même**, et plus précisément si elle contient des noms chinois. La Chine absorbe plus de 80 % du brut iranien transporté par voie maritime : c'est là que se joue toute la partie.

Scott Bessent a sommé Pékin de rentrer dans le rang, mais a très soigneusement évité de dire si la Chine serait explicitement ciblée aujourd'hui. Si le Trésor désigne des raffineurs ou des banques chinoises, l'histoire bascule dès vers un récit États-Unis-Chine auquel l'Iran sera simplement rattaché, le cadrage « Iran » cessant alors d'être le sujet central.

Si ce n'est pas le cas, Téhéran pourrait légitimement lire ce paquet de sanctions comme du bruit plutôt que comme un tournant réel.

Sur le plan des données déjà disponibles : l'OFAC a imposé des sanctions à plus de 1 000 personnes, navires et avions depuis le début de 2025. L'objectif affiché de cette nouvelle vague est d'allier le blocus naval aux paquets traditionnels de sanctions pour engendrer une pénurie physique de biens dans l'économie iranienne et une crise économique dévastatrice.

Mais la question qui structure tout le dossier reste celle de la résistance politique du régime : la direction iranienne s'est longtemps définie par sa capacité de résistance plutôt que par la victoire, elle n'a pas besoin de gagner, elle doit seulement survivre à la pression américaine.

Tout se résume donc à un seul calcul, aussi simple à énoncer que difficile à mesurer à l'avance : combien de douleur la population et la direction iraniennes peuvent-elles endurer avant que ceux au pouvoir ne jugent le coût politiquement intolérable ?

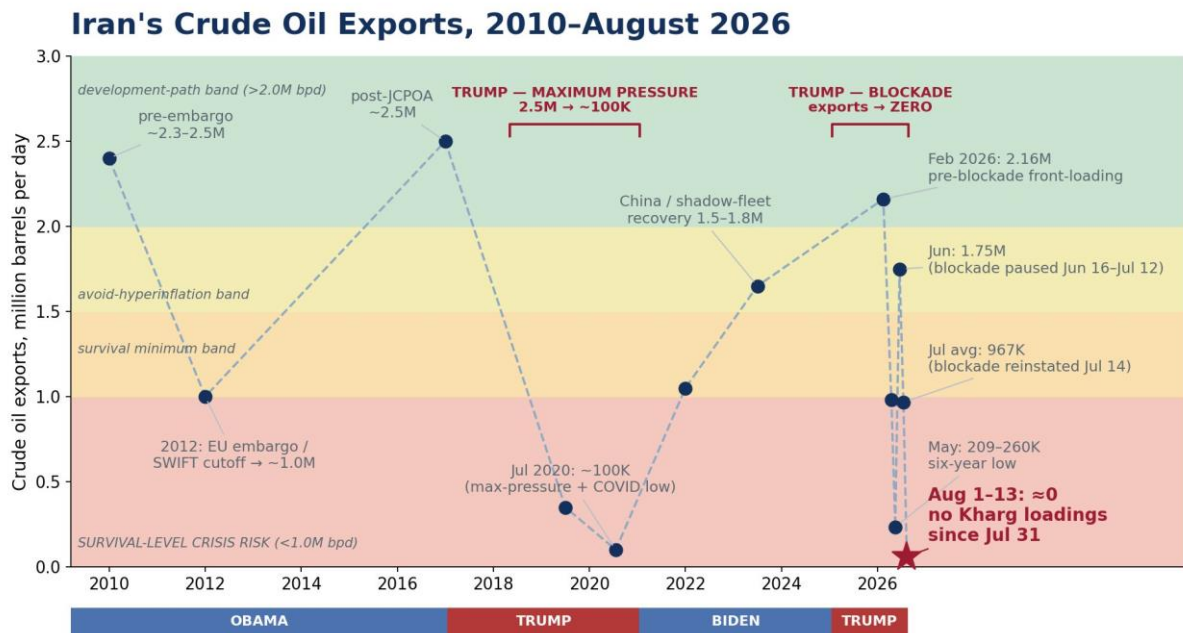
Signe que Téhéran ne compte pas laisser cette pression se dérouler sans réponse : l'Iran a déjà averti qu'il répondrait à toute nouvelle menace par des ripostes « écrasantes et dévastatrices », énumérant terre, mer, air, défense aérienne et cyber, moins un avertissement de frappe imminente qu'un refus explicite de laisser les sanctions être traitées comme un événement séparé et non militaire, une distinction que Washington semble vouloir maintenir mais que l'Iran, lui, refuse.

Les effets du blocus naval

En ce moment, le blocus naval américain du détroit d'Ormuz coûterait à l'Iran environ 276 millions de dollars par jour en exportations perdues et perturberait 159 millions de dollars par jour d'importations, soit un préjudice économique combiné d'environ 435 millions de dollars par jour, ou 13 milliards de dollars par mois.

Plus de 90% des 109,7 milliards de dollars de commerce annuel iranien transit par le Golfe Persique. Le pétrole et le gaz représentent 80% des recettes d'exportation gouvernementales et 23,7% du PIB. La seule île de Kharg génère environ 53 milliards de dollars par an, sur 78 milliards de revenus énergétiques totaux annuels.

PÉTROLE BRUT : L'Iran exportait environ 1,5 million de barils par jour, générant 139 millions de dollars par jour aux prix de guerre (environ 87 dollars le baril), bien que le rapatriement des recettes soit quasi nul en raison des sanctions bancaires. Un blocus annule cela du jour au lendemain.



L'île de Kharg, qui traite 92% des exportations de brut, est profondément enclavée dans le Golfe sans alternative viable. Contrairement à l'Arabie saoudite et aux Émirats arabes unis, qui disposent d'importantes capacités de contournement par oléoduc, l'Iran ne possède aucun corridor d'exportation alternatif viable.

En 2021, l'Iran a officiellement inauguré l'oléoduc Goreh-Jask, reliant une importante station de pompage intérieure à un terminal du golfe d'Oman, avec une capacité nominale de 300 000 barils par jour. En pratique, cependant, ce tracé était fortement limité par des infrastructures inachevées. Durant l'été 2024, le terminal a chargé moins de 70 000 barils par jour, et à partir d'octobre 2024, il est resté inactif pendant environ 17 mois.

Seule une des trois bouées d'amarrage en mer prévues est installée, et moins de la moitié des 20 réservoirs de stockage prévus sont achevés. L'Iran ne peut pas contourner la fermeture du détroit d'Ormuz. C'est 139 millions de dollars par jour, supprimés.

Ce qui rend ce chiffre particulièrement brutal, c'est que l'Iran ne récupérerait déjà qu'une fraction de ces 139 millions de dollars quotidiens sous forme de devises utilisables, car selon l'Atlantic Council, l'Iran utilise principalement les renminbis reçus de ses exportations pétrolières vers la Chine pour acheter des biens chinois ou constituer des réserves dans des banques chinoises.

Par ailleurs, les recettes de 139 millions de dollars par jour sont encore plus nuancées que cela. En effet, le chiffre provenait des « données de transbordement », une mesure du pétrole brut pompé sur les navires, et non du pétrole brut livré et payé ou des recettes accessibles à Téhéran, sur deux terminaux, l'île de Kharg et Jask. Le chargement, la livraison et le paiement sont des étapes distinctes dans la chaîne d'approvisionnement

mise en place par l'Iran pour contourner les sanctions, et les confondre aboutit à un chiffre plafond, et non plancher.

L'Iran a déjà eu recours à cette stratégie : en 2019 et 2020, faute d'acheteurs pour son pétrole en quantité suffisante, Téhéran a transformé sa flotte en unités de stockage flottantes pour éviter de réduire sa production. En mars, la Chine a adopté une approche similaire, également motivée par la vulnérabilité réelle de l'île de Kharg : déplacer les stocks de pétrole brut en mer pour se prémunir contre le risque de nouvelles grèves, tout en préservant l'image d'une production continue.

Début mars, les volumes de pétrole brut iranien stockés en mer ont atteint un niveau record d'environ 190 à 200 millions de barils, précisément parce que les chargements se sont intensifiés tandis que les déchargements vers les terminaux chinois diminuaient.

Avant la guerre, l'Iran vendait son pétrole brut à environ 10 dollars le baril en dessous du prix de référence international, un coût lié au contournement des sanctions. L'écart de prix avec lequel l'Iran vendait son pétrole s'est temporairement réduit, mais en réalité, le pays ne perçoit qu'une part relativement faible du produit de ses ventes.

Les intermédiaires, les courtiers et les sociétés écrans prélèvent des commissions supplémentaires à chaque étape de la chaîne d'approvisionnement iranienne, réduisant ainsi la marge sur chaque baril vendu.

Les bénéfices restants s'accumulent en grande partie sur des comptes en yuans en Chine, que les sanctions empêchent l'Iran de convertir ou de rapatrier. La monnaie ayant une acceptation mondiale limitée et une convertibilité restreinte, de sorte que même avant le blocus, les revenus pétroliers iraniens étaient largement enfermés dans un circuit bilatéral sino-iranien inaccessible aux marchés financiers internationaux.

Le blocus supprime jusqu'à cette forme dégradée de revenus. Le Corps des Gardiens de la Révolution Islamique (IRGC) se finance structurellement par les revenus pétroliers qu'il capte en dehors des circuits officiels. Les revenus bruts de l'île de Kharg, principale plateforme d'exportation du brut iranien, s'élèvent à environ 78 milliards de dollars par an. C'est le moteur financier primaire de l'IRGC.

La répartition des revenus pétroliers est révélatrice : la National Iranian Oil Company (NIOC) ne conserve que 14,5% des recettes d'exportation. Environ un tiers est transféré directement à l'IRGC. Le blocus asphyxie donc non seulement le budget de l'État, mais la capacité de l'appareil sécuritaire à rémunérer ses propres forces. Par ailleurs, les revenus que l'Iran parvient encore à tirer de ses ventes clandestines de pétrole, notamment vers la Chine, sont piégés dans des comptes en yuans que Téhéran ne peut pas rapatrier en devises utilisables. La flotte fantôme est en cours de désignation. Les 160 millions de barils ou plus déjà expédiés en eaux internationales avant le blocus sont désormais juridiquement toxiques pour tout acheteur.

Quand les forces de sécurité cessent d'être payées, la logique de fidélité change rapidement. C'est la dynamique la plus dangereuse pour la survie du régime, non pas la pression extérieure, mais l'érosion interne de la loyauté de l'appareil coercitif dont il dépend pour se maintenir.

PÉTROCHIMIE : L'Iran a exporté 19,7 milliards de dollars de pétrochimie en neuf mois de l'exercice 2024-25, soit environ 54 millions de dollars par jour. La quasi-totalité transite par Assaluyeh, Imam Khomeini et Shahid Rajaei, tous situés à l'intérieur de la zone de blocus. Aucune route terrestre ne peut absorber ces volumes. Encore 54 millions de dollars par jour, supprimés.

La perte des exportations pétrolières ne se limite donc pas à un choc de 10% du PIB. Elle entraîne simultanément l'effondrement de l'ensemble de la base de revenus en devises dures : les exportations pétrochimiques (13 à 17 milliards de dollars par an, avec désormais 85% des capacités hors ligne), ainsi que la totalité des exportations transitant par le Golfe. Ce n'est pas un recul sectoriel, c'est l'anéantissement simultané de toutes les sources de devises de l'économie iranienne.

L'Iran abordait ce conflit dans un état de fragilité structurelle sans équivalent dans la région. L'inflation générale atteignait 60% en rythme annuel, avec une inflation alimentaire à 105%. Seules 9 des 35 banques du système satisfaisaient aux critères minimaux de solvabilité. Le taux d'utilisation des capacités industrielles stagnait à 39%. Le rial avait déjà perdu plus de 97% de sa valeur depuis 2018.

Le blocus ne frappe donc pas une économie en bonne santé, il frappe un système qui tenait déjà à peine debout. Qui plus est, 70% des capacités de production sidérurgique ont été détruites. 85% des capacités d'exportation pétrochimique sont hors ligne, représentant 30 milliards de dollars d'investissements cumulés pour le seul complexe de Mahshahr, une destruction quasi-totale du capital investi.

Ce n'est pas un manque à gagner temporaire. C'est une désindustrialisation à une vitesse sans précédent depuis la Seconde Guerre mondiale. Le bilan total des dommages directs est estimé entre 122 et 208 milliards de dollars, soit 38 à 48% du PIB pré-guerre, en 45 jours. Une partie de ces destructions est irréversible dans l'état actuel de l'économie iranienne : il n'existe pas de base industrielle, de capacité d'ingénierie, ni de financement externe suffisants pour les réparer.

EXPORTATIONS NON PÉTROLIÈRES : Le commerce non pétrolier iranien a atteint 51,7 milliards de dollars en 2025. Après déduction de la pétrochimie, environ 88 millions de dollars par jour de marchandises, minéraux, métaux, etc. transitent par les ports du Golfe Persique. Environ 90% seraient bloqués. C'est encore 79 millions de dollars par jour de revenus perdus.

PORTS : Plus de 90% du commerce maritime iranien transite par le détroit d'Ormuz. Le seul port Shahid Rajaei (Bandar Abbas) traite 53% de toutes les opérations de fret. Imam

Khomeini traite 58% des importations de biens de base. Les ports de Boushehr ont traité 57 millions de tonnes l'année passée. Tous sont profondément enclavés dans le Golfe.

LES ALTERNATIVES ? Les options iraniennes hors du détroit sont négligeables. Le port de Jask est le cas le plus emblématique de cette discordance. Présenté depuis des années comme la réponse iranienne à la vulnérabilité d'Ormuz, un terminal pétrolier situé sur la mer d'Oman hors du détroit avec une capacité nominale d'un million de barils par jour, Jask fonctionne en réalité à une fraction infime de cette capacité.

Environ 70 000 barils par jour, parce que seulement 10 des 20 réservoirs de stockage prévus ont été construits, et que les infrastructures de pipeline nécessaires pour acheminer le brut des champs de production jusqu'au terminal n'ont jamais été complétées à l'échelle requise.

Cela signifie que Jask ne peut remplacer que 4,6% de la capacité exportatrice normale de l'Iran, soit moins d'un vingtième de ce qui serait nécessaire pour maintenir les flux de revenus minimaux du régime. *

Le port de Chabahar, également présenté comme une alternative stratégique et dont le développement a bénéficié d'investissements indiens significatifs dans le cadre d'une coopération stratégique visant à connecter l'Inde à l'Afghanistan et à l'Asie centrale en contournant le Pakistan, ne traite que 8,5 millions de tonnes par an, un volume dérisoire comparé aux plus de 220 millions de tonnes qui transitent annuellement par les ports du Golfe Persique.

Chabahar est un port de transit terrestre, pas un terminal d'exportation pétrolière de grande capacité. Les cinq ports caspiens iraniens, Anzali, Amirabad, Noshahr, Shahid Beheshti et Rezvan, combinés ne traitent que 11 millions de tonnes par an, et leur connectivité commerciale est structurellement limitée par la géographie du bassin caspien, enclavé entre l'Iran, la Russie, le Kazakhstan, l'Azerbaïdjan et le Turkménistan, dont aucun ne peut absorber des volumes significatifs d'exportations iraniennes vers les marchés mondiaux.

De plus, le régime juridique de la Caspienne interdit aux navires non caspiens d'y naviguer, ce qui élimine toute possibilité de transit vers les océans mondiaux par cette voie.

La conclusion arithmétique est sans appel : les alternatives iraniennes hors du détroit d'Ormuz peuvent absorber moins de 10% du débit commercial habituellement assuré par le Golfe Persique, ce qui signifie que le blocus ne réduit pas l'économie iranienne, il la supprime à plus de 90%.

La concentration géographique des infrastructures portuaires iraniennes à l'intérieur de la zone de blocus est une vulnérabilité structurelle héritée de décennies de planification

qui n'a jamais sérieusement anticipé un scénario de blocus total par une puissance navale supérieure.

Le port Shahid Rajaee à Bandar Abbas, qui traite à lui seul 53% de toutes les opérations de fret iranien, est situé à l'entrée même du détroit d'Ormuz, ce qui en fait la première cible d'un blocus naval, c'est littéralement la porte d'entrée du détroit depuis la côte iranienne.

Le port Imam Khomeini, qui traite 58% des importations de biens de base comme les céréales, les huiles végétales et les médicaments, est situé au fond du Golfe Persique dans la province du Khouzistan, encore plus profondément enclavé dans la zone de blocus que Bandar Abbas.

Les ports de Boushehr, qui ont traité 57 millions de tonnes l'année passée, sont également entièrement à l'intérieur du Golfe.

Cette concentration géographique signifie concrètement que le blocus américain n'a pas besoin d'intercepter chaque navire individuellement, il suffit de contrôler le goulot d'étranglement du détroit pour paralyser instantanément l'intégralité du système portuaire iranien qui dessert ses besoins d'exportation et d'importation.

C'est une vulnérabilité géographique irrémédiable que l'Iran ne peut pas corriger. L'île de Kharg mérite une attention particulière dans cette analyse géographique, car sa contribution à la catastrophe économique du blocus est hors de proportion avec sa superficie modeste, une île de 15 kilomètres carrés dans le Golfe Persique, à environ 25 kilomètres des côtes iraniennes, qui traite 92% des exportations de pétrole brut du pays pour générer environ 53 milliards de dollars par an.

IMPORTATIONS : L'Iran a importé 58 milliards de dollars de biens en 2025, soit environ 159 millions de dollars par jour. Un blocus coupe les intrants industriels, les machines et les biens de consommation. L'inflation alimentaire avait déjà atteint 105% en février 2026. Le prix du riz a été multiplié par sept.

Sous blocus, la situation empire dramatiquement. L'Iran est le premier importateur de céréales et d'oléagineux en vrac au Moyen-Orient. Sur les 30 millions de tonnes de céréales importées chaque année sur les marchés du Golfe, environ 14 millions sont destinées à l'Iran, acheminées exclusivement par voie maritime et dépendant du passage par le détroit d'Ormuz.

La fermeture de ce détroit a quasiment interrompu les livraisons de céréales au principal port iranien, Bandar Imam Khomeini. L'Iran s'est efforcé de trouver un itinéraire alternatif via Chabahar, dans le golfe d'Oman, mais ce port ne peut traiter qu'un cinquième du volume de Bandar Imam Khomeini.

Les chaînes d'approvisionnement pharmaceutiques et médicales ont subi des perturbations similaires.

L'HORLOGE DU STOCKAGE : L'Iran dispose d'une capacité de stockage terrestre de pétrole brut disponible d'environ 20 millions de barils. Avec 1,5 million de barils par jour de production excédentaire normalement destinée à l'exportation, le stockage n'est plus suffisant. Ainsi, l'Iran a déjà dû arrêter ses puits. Le phénomène de coning d'eau est l'élément central de cette mécanique.

Lorsqu'un puits de pétrole mature est arrêté brusquement, la pression différentielle qui maintenait l'eau de formation (l'eau naturellement présente dans les couches géologiques sous le pétrole) en dessous de la zone productive disparaît, et l'eau monte en cône dans le réservoir pour remplir l'espace laissé vacant, piégeant mécaniquement des gouttelettes de pétrole dans les pores de la roche qui ne peuvent plus être extraites par les techniques conventionnelles de production.

Ce n'est pas une perte temporaire, c'est une destruction permanente du capital géologique iranien. L'ampleur des dommages potentiels est considérable, car les estimations évoquent la destruction permanente de 300 000 à 500 000 barils par jour de capacité de production, soit entre 9 et 15 milliards de dollars de revenus annuels perdus à jamais, et ce chiffre doit être rapporté au contexte de déclin naturel des champs iraniens qui s'érode déjà de 5 à 8% par an faute d'investissements de maintenance et de technologies d'amélioration de la récupération auxquelles les sanctions bloquent l'accès.

Les champs de Ahvaz, d'Agha Jari, de Gachsaran et de Marun, qui représentent l'essentiel de la production iranienne, sont des champs matures dont les réservoirs sont déjà partiellement envahis par l'eau de formation, ce qui les rend particulièrement vulnérables à l'accélération du coning d'eau lors d'arrêts forcés.

Cette mécanique révèle une asymétrie fondamentale dans le rapport de force : le blocus américain est une décision réversible que Trump peut lever à tout moment, mais les dommages aux réservoirs pétroliers iraniens qu'il provoque sont irréversibles et s'accumulent jour après jour.

Plus le blocus dure, plus la capacité productive permanente de l'Iran est détruite, et donc plus la facture à payer, même après un accord, est élevée pour les générations futures iraniennes.

L'Iran est également incapable de satisfaire ses propres besoins en carburant. Malgré ses vastes réserves de pétrole, ses infrastructures de raffinage vieillissantes produisent environ 26 millions de gallons d'essence par jour. Or, la consommation intérieure quotidienne dépasse les 30 millions de gallons, un déficit persistant que Téhéran comble en important pour environ 2 milliards de dollars d'essence par an, principalement par le biais d'accords de troc maritime transitant par les Émirats arabes unis.

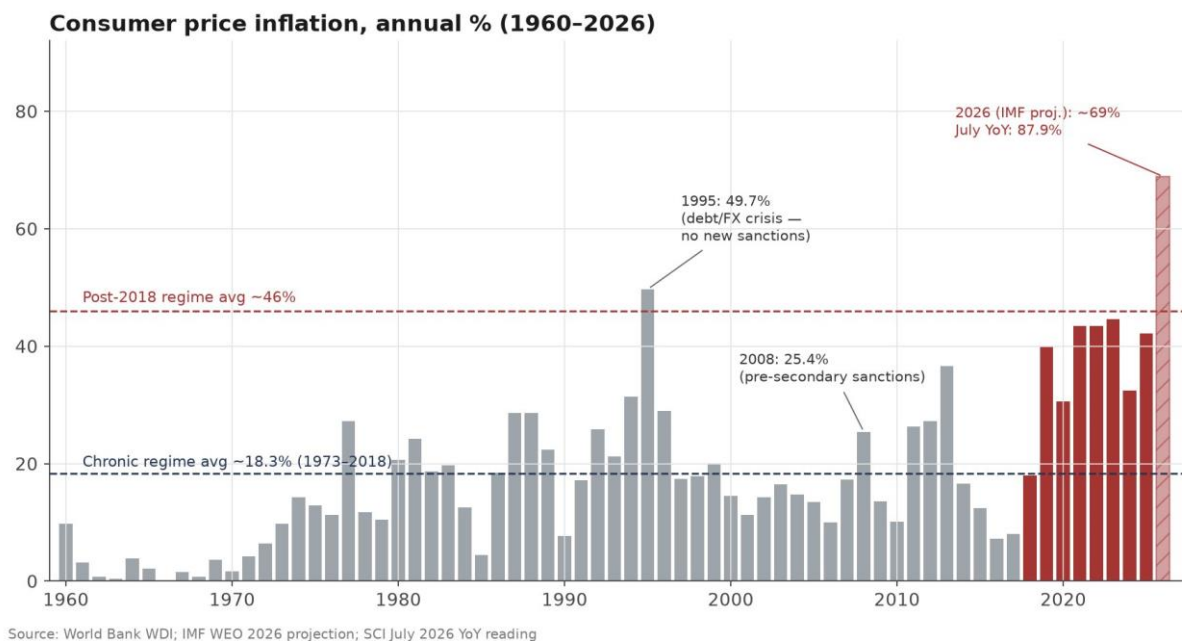
La fermeture sélective du détroit d'Ormuz par l'Iran a déjà quasiment interrompu ce commerce : elle a permis un flux résiduel d'importations et le rationnement a préservé

les réserves nationales de carburant, mais les prix des carburants ont déjà grimpé d'environ 40 % depuis le début du récent conflit.

Un blocus naval américain anéantirait ce flux résiduel. De plus, l'Iran ne dispose pas de réserves stratégiques de carburant. Selon les estimations d'avant le blocus, le pays possédait environ 400 millions de gallons d'essence et 340 millions de gallons de diesel, soit l'équivalent de 12 jours de consommation nationale, bien en deçà de la norme de 90 jours fixée par l'Agence internationale de l'énergie pour les importations nettes.

Après les frappes israéliennes et américaines contre les installations de stockage de pétrole, Téhéran a réduit de 7 à 5,3 gallons la limite des cartes de rationnement de carburant délivrées par le gouvernement (qui plafonnent la quantité d'essence subventionnée que les citoyens peuvent acheter en une seule fois dans une station service).

L'ACCÉLÉRATEUR DE L'EFFONDREMENT MONÉTAIRE : Le rial est déjà passé de 42 000 à 1,81 million par dollar. Les banques limitent les retraits à 18-30 dollars par jour. L'inflation globale est de 47,5%. Un blocus supprimant toutes les entrées de devises pousse le rial vers une hyperinflation terminale. Le régime a émis son plus grand billet de banque jamais imprimé, 10 millions de rials, qui vaut environ 7 dollars.



Le blocus ajoute une dimension nouvelle à cette spirale monétaire en supprimant les dernières entrées de devises étrangères qui permettaient encore au système de fonctionner à minima, les paiements en yuans pour le pétrole transitant par les réseaux bancaires parallèles sino-iraniens.

Sans aucune entrée de devises, la Banque centrale d'Iran n'a plus de réserves à mobiliser pour soutenir la valeur du rial, même artificiellement, et la seule option restante est

l'émission monétaire pure pour financer les dépenses de l'État, une émission qui, dans un contexte de pénurie de biens importés, produit mécaniquement l'hyperinflation.

L'hyperinflation terminale n'est pas une métaphore, c'est une séquence économique documentée dans l'histoire (Weimar, Zimbabwe, Venezuela) qui suit une logique propre : la perte de confiance dans la monnaie pousse les agents économiques à se débarrasser de leurs liquidités le plus vite possible pour acheter des actifs réels, ce qui accélère la vitesse de circulation de la monnaie, ce qui alimente l'inflation, ce qui accélère encore davantage la fuite hors de la monnaie, dans une spirale auto-entretenu que seule une réforme monétaire radicale, typiquement adossée à une aide extérieure, peut stopper.

Or l'Iran, sous blocus, n'a accès à aucune aide extérieure. Un blocus naval inflige environ 435 millions de dollars par jour de préjudice économique combiné. Le rial entre en effondrement terminal. Les alternatives iraniennes hors du détroit ne peuvent remplacer moins de 10% du débit du Golfe. Le blocus rend la résistance économique continuelle impossible.

Les 435 millions de dollars de préjudice économique quotidien ne sont pas un chiffre abstrait, ils représentent la destruction instantanée de la quasi-totalité de l'interface économique iranienne avec le monde extérieur, et leur décomposition mérite d'être lue attentivement parce qu'elle révèle la structure de la vulnérabilité iranienne avec une précision que les analyses géopolitiques générales occultent souvent.

Le blocus ne produit pas une pression graduelle sur l'Iran, il produit une destruction économique quasi-instantanée sur un calendrier de moins de deux semaines pour les dommages irréversibles aux réservoirs pétroliers, et de quelques semaines supplémentaires pour l'hyperinflation terminale et l'effondrement complet des importations.

Les quatre questions que pose cette offensive

1. Jusqu'où Washington est-il prêt à s'opposer frontalement à la Chine ?

La Chine est de très loin le premier partenaire commercial de l'Iran, achetant désormais la majeure partie de son pétrole brut et de ses produits pétrochimiques, tout en lui vendant en retour plastiques, polymères et produits chimiques, y compris des composants utilisés pour les propergols de missiles et, semble-t-il, des armes.

Avec un sommet prévu avec Xi Jinping fin septembre, la question centrale devient : Trump est-il prêt à frapper la Chine dans son ensemble si elle continue de commercer avec l'Iran ? Washington est-il prêt à annuler ce sommet si Pékin laisse ses banques et ses raffineries continuer à transiger ? Et surtout, l'administration est-elle prête à s'en prendre aux plus grandes banques chinoises si elles s'avèrent impliquées, sachant que sept des dix plus grandes banques mondiales sont chinoises, et qu'elles surpassent largement en actifs les principales banques américaines ?

Mais du point de vue chinois, cette pression reste d'une portée limitée. Selon William Figueroa, expert des relations sino-iraniennes à l'Université de Groningue, ce ne serait pas catastrophique pour la Chine si son commerce ou sa capacité à importer du pétrole iranien étaient affectés, une goutte d'eau comparée à la taille de son économie globale.

Andrea Ghiselli, politologue spécialiste de la Chine à l'Université d'Exeter, va plus loin : le principal bénéfice que Pékin tire de cette relation n'est pas économique mais **géopolitique**, la Chine a intérêt à préserver le régime iranien comme une épine plantée dans le pied des États-Unis. Andrea Ghiselli qualifie même la part de pétrole importée par la Chine depuis l'Iran de « marginale », aisément substituable par d'autres sources sur le marché mondial.

Néanmoins, retirer la Chine du commerce de l'Iran serait un coup majeur pour le régime. L'objectif final de cette offensive est la chute du régime des mollahs comme l'a explicitement déclaré Scott Bessent. Ainsi, l'ambition est de pousser l'ensemble des partenaires des États-Unis qui aident à l'Iran à complètement s'aligner avec la politique américaine jusqu'à faire tomber le régime.

Depuis 1979, tous les présidents américains ont signé des décrets présidentiels imposant des sanctions à l'encontre de l'Iran. Cette nouvelle offensive pourrait engendrer la plus sévère et la plus lourde conséquence jamais prise à l'encontre de l'Iran, car elle viserait l'ensemble de l'écosystème qui permet au régime de fonctionner.

Les principaux partenaires de l'Iran en termes de volume total d'échanges commerciaux sont les suivants :

1. Chine — 32,4 milliards de dollars
2. Émirats arabes unis — 28,2 à 35 milliards de dollars
3. Turquie — 17,3 milliards de dollars
4. Irak — 12,3 milliards de dollars
5. L'Union européenne — 6,7 milliards de dollars
6. L'Inde — environ 3,6 milliards de dollars
7. Le Pakistan — environ 3,0 milliards de dollars
8. La Russie — environ 2,5 milliards de dollars
9. L'Afghanistan — environ 2,4 milliards de dollars
10. Oman — environ 2,4 milliards de dollars

2. Trump est-il prêt à entrer en confrontation avec Erdoğan ?

La Turquie constitue le deuxième plus grand facilitateur économique de l'Iran. Or Trump a fait des relations avec Ankara une priorité affichée de sa politique étrangère, allant jusqu'à envisager la réintégration de la Turquie dans le programme F-35. La question posée est directe : l'administration sera-t-elle prête à prendre des mesures fermes contre la Turquie si elle continue de commercer avec Téhéran ?

En 2022, dernière année pour laquelle des données complètes de l'Organisation mondiale du commerce sont disponibles, l'Iran a importé pour plus de 11 milliards de dollars de biens turcs, sa troisième source d'importations cette année-là.

Esfandiyar Batmanghelidj (fondateur du Bourse & Bazaar Foundation, cité dans les analyses de presse sur ce dossier) résume la difficulté structurelle : pour le Pakistan comme pour la Turquie, il est politiquement et géopolitiquement essentiel que ces deux pays maintiennent de bonnes relations avec l'Iran, c'est précisément là, selon lui, que l'administration Trump va véritablement se heurter à un mur.

Burcu Özçelik, chercheuse au Royal United Services Institute de Londres, ajoute que l'Irak est lui aussi vulnérable à la pression économique américaine du fait de son commerce continu avec Téhéran, les sanctions américaines ont d'ailleurs déjà ciblé des groupes liés à l'Iran présents sur le sol irakien.

Mais elle prévient que des sanctions plus larges contre l'ensemble des partenaires commerciaux iraniens seraient bien plus complexes à mettre en œuvre, avec une application probablement « lente, inégale et difficile à surveiller », et rien ne garantit, selon elle, qu'une pression accrue produirait le changement de comportement politique que Trump recherche.

3. Le second cercle de partenaires : des pays que Washington ménage habituellement

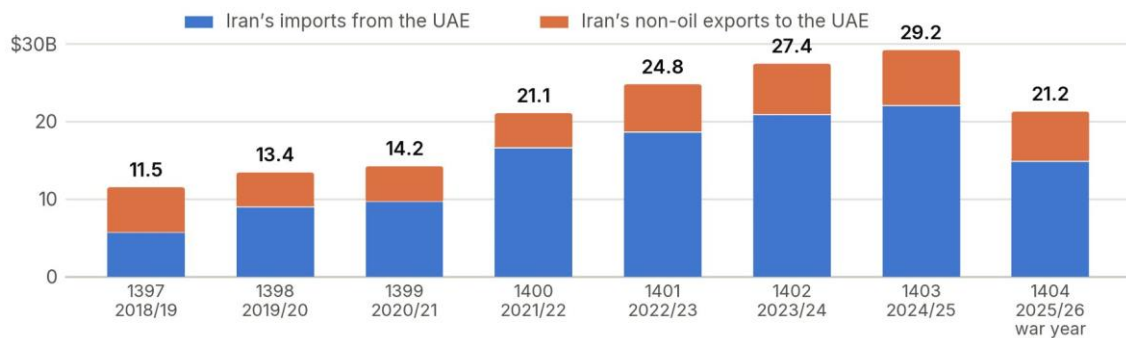
Le prochain échelon des partenaires commerciaux iraniens comprend principalement des pays avec lesquels l'administration américaine a précisément cherché à renforcer ses relations ces dernières années : les Émirats arabes unis, le Pakistan, l'Arménie, l'Azerbaïdjan, Oman et l'Irak.

Dissuader ces pays ne devrait pas être particulièrement difficile sur le plan diplomatique, les Émirats affirment d'ailleurs déjà être en train de rompre leurs liens commerciaux avec Téhéran. La vraie question est différente : que se passe-t-il si des mesures réellement punitives s'avèrent nécessaires malgré tout ?

Selon les données de l'OMC, le commerce irano-émirati représentait environ 28 milliards de dollars en 2024, et une rupture plus dure de la part d'Abou Dabi pourrait directement affecter la capacité des importateurs iraniens à payer leurs marchandises, une grande partie des services financiers utilisés par l'Iran transitant précisément par les Émirats.

The boom Tehran built on Dubai — and the war-year break

Two-way non-oil trade by Iranian year, \$ billions, as reported by Iranian customs and chamber officials



Auteur: Miad Maleki, compte X, Senior Fellow [@FDD](#), Former [@USTreasury](#) -OFAC Executive, USAF Veteran

Les Émirats arabes unis et la Chine constituent les deux artères économiques de l'Iran. Si les Émirats arabes unis prennent au sérieux leur embargo économique contre l'Iran, ils mettront fin à celui que la marine américaine n'a pas pu entraver.

Environ 80 % des devises étrangères nécessaires aux importations iraniennes proviennent du marché du dirham de Dubaï. Environ 40 % des devises étrangères liées aux biens de première nécessité sont réglées au sein des Émirats arabes unis, avec une majoration de 5 à 20 %.

Les Émirats arabes unis sont le premier fournisseur de l'Iran depuis cinq années consécutives, représentant 30 à 31 % de l'ensemble des importations iraniennes (ce chiffre n'inclut pas les cargaisons de contrebande qui, si elles étaient prises en compte, doubleraient ce montant, selon Miad Maleki).

En 2025 : 21,9 milliards de dollars d'importations en provenance des Émirats arabes unis, 7,2 milliards de dollars d'exportations non pétrolières vers ce pays ; un volume record d'environ 29 milliards de dollars dans les échanges bilatéraux.

Cette dépendance concerne les produits de première nécessité : les Émirats arabes unis ont fourni 36,3 % des importations iraniennes de biens essentiels (smartphones (environ 2,8 milliards de dollars), viande (2 milliards de dollars), soja et machines industrielles (environ 1 milliard de dollars chacun)).

Même pendant l'année de guerre, alors que tout s'effondrait, les Émirats arabes unis sont restés en tête avec environ 30 % des importations. La majeure partie de ce que l'Iran appelle « importations en provenance des Émirats arabes unis » n'a jamais été émiratie. Dubaï a essentiellement été la fenêtre de l'Iran sur l'économie mondiale.

Et parmi ce que les Émirats arabes unis ont effectivement déclaré, 91 à 96 % chaque année depuis 2015 ont été classés comme des réexportations de marchandises provenant de pays tiers. De l'essence en provenance d'Inde, des voitures chinoises, des

pièces automobiles, des téléphones, du soja brésilien, des machines européennes, tous expédiés à travers le Golfe.

4. Et l'Europe, dans tout cela ?

La dernière question porte sur les alliés occidentaux traditionnels : l'administration est-elle prête à *récompenser* les pays de l'OTAN et de l'Union européenne s'ils étendent leurs propres sanctions contre l'Iran ?

Le bâton diplomatique a peu de chances de fonctionner, compte tenu de l'état actuel des relations transatlantiques, mais la carotte pourrait, elle, produire un effet. Reste à savoir quelles incitations concrètes l'administration serait prête à offrir pour rallier le Royaume-Uni et l'Union européenne « à ses côtés » dans cette offensive.

C'est sur cette toile de fond que s'inscrit la cartographie complète des mécanismes de contournement et des leviers de sanctions disponibles pour Washington, pays par pays, développée en détail ci-dessous.

Le cadre juridique qui rend possible chaque frappe américaine

Avant d'entrer dans le détail pays par pays, il faut comprendre l'outil juridique central que le Trésor mobilise dans chaque cas : l'**Executive Order 13902**, signé en janvier 2020, qui a permis à l'OFAC (Office of Foreign Assets Control) d'identifier des secteurs entiers de l'économie iranienne, financier, pétrolier, pétrochimique, comme cibles de sanctions secondaires.

Le mécanisme fonctionne en cascade : quiconque effectue une transaction « significative » impliquant ces secteurs risque une désignation directe ; quiconque assiste matériellement une personne déjà désignée risque à son tour d'être désigné ; et toute institution financière étrangère qui traite sciemment une transaction financière significative pour le compte d'une personne désignée s'expose à des sanctions sur ses comptes correspondants américains.

Un levier qui donne à Washington une portée quasi mondiale sur le système bancaire, puisque la plupart des grandes banques ont besoin d'un accès au système du dollar.

À cela s'ajoute le **CAATSA** (Countering America's Adversaries Through Sanctions Act, 2017), dont la Section 105 impose des sanctions automatiques à toute personne étrangère identifiée comme officiel, agent ou affilié du CGRI, une base légale distincte, fondée sur la lutte antiterroriste (E.O. 13224) plutôt que sur le commerce.

L'« isolement économique » de tout lien restant s'opère par :

- des sanctions secondaires coupant les banques et entreprises étrangères du système financier américain

- la section 311 du FinCEN — désignant les banques comme présentant un risque de blanchiment d'argent, ce qui rompt l'accès aux relations de correspondance
- les désignations de l'OFAC visant les banques effectuant la compensation ou dissimulant des paiements en faveur de l'Iran
- les restrictions sur les comptes de correspondance et les comptes de passage
- Refus de licences d'exportation + ajouts à la liste des entités

Perdre l'accès à la compensation en dollars signifie une exclusion totale du système qui fixe le prix du pétrole et règle le commerce mondial.

1. La Chine — le nœud décisif

Le système chinois repose sur une **segmentation délibérée** du marché intérieur. Depuis le retrait américain de l'accord sur le nucléaire iranien en 2018, les grandes raffineries publiques chinoises se sont retirées prudemment de l'achat de brut iranien, pour préserver leur accès au système financier international.

Le vide a été comblé par les **raffineries privées**, de petites structures indépendantes, concentrées dans la province du **Shandong**, dont la Chine a commencé à délivrer les licences d'importation en 2015. Leur avantage structurel : elles ont peu ou pas d'exposition directe au système financier américain, ce qui les rend en théorie moins vulnérables aux sanctions primaires.

Le mécanisme de paiement est conçu pour éviter le dollar : les transactions se font de plus en plus **en renminbi**, via des banques chinoises, ce qui prive Washington de son principal levier, le contrôle du système de compensation en dollars.

Ce basculement vers le yuan s'observe aussi côté acheteur indien : les raffineurs indiens et chinois règlent désormais leurs achats de brut iranien en devise chinoise plutôt qu'en dollars, précisément pour échapper au système SWIFT/dollar sur lequel les sanctions américaines ont le plus de prise structurelle.

C'est un contournement de nature différente de la dissimulation d'origine par la flotte fantôme. Il ne s'agit plus de cacher d'où vient le pétrole, mais de **dissimuler le canal de paiement lui-même** en le faisant transiter par un système monétaire hors du contrôle américain.

Le transport repose sur une **flotte fantôme** de plusieurs centaines de tankers vieillissants qui pratiquent le brouillage systématique : désactivation des transpondeurs AIS près des zones de chargement/déchargement, transferts navire-à-navire en haute mer, falsification des documents de cargaison indiquant une origine **malaisienne** plutôt qu'iranienne, changements de nom et de pavillon en cours de route.

Le rapport de la Select Committee on China (mars 2026) va plus loin, révélant que certains de ces navires sont parfois pilotés par du **personnel militaire et de renseignement chinois**, une implication étatique directe, pas seulement une tolérance passive.

Comment Washington peut frapper

Niveau 1 (déjà activé, à intensifier) — désignation individuelle des raffineries teapot : en vertu de l'E.O. 13902, sur la base de leur rôle dans le secteur pétrolier iranien, déjà appliqué à Hengli Petrochemical (Dalian), le deuxième plus grand raffineur teapot de Chine, ainsi qu'à Shandong Shengxing et Shandong Shouguang Luqing. Chaque désignation bloque l'accès de la raffinerie visée au système financier américain et expose quiconque continue de transiger avec elle à une exposition secondaire.

Niveau 1bis — étendre les sanctions à l'écosystème entier des raffineries, pas seulement l'entité isolée : plutôt que de désigner une raffinerie à la fois, l'étape suivante consisterait à examiner **l'écosystème complet** autour de ces raffineries, structures d'entreprise, véhicules de propriété, et l'ensemble des activités connexes de raffinage et de distribution. Puisqu'on sait déjà, via Kharon, que ces raffineries « indépendantes » sont imbriquées dans l'État chinois via des coentreprises avec des entreprises publiques, remonter la chaîne jusqu'à ces coentreprises rend le contournement structurellement plus difficile à reconstituer, une nouvelle raffinerie-écran ne pouvant pas être créée du jour au lendemain avec les mêmes garanties d'accès au marché.

Niveau 2 (option d'escalade majeure, pas encore pleinement déployée) — sanctionner l'intégralité des grandes banques chinoises : pas seulement des raffineries isolées, en vertu du même E.O. 13902, en leur bloquant l'accès au système financier américain et mondial. C'est l'option la plus lourde de conséquences de toute la liste, parce qu'elle revient à ouvrir un **second front économique avec Pékin** à cinq semaines du sommet Xi-Trump du 24 septembre, un calendrier qui explique directement l'ambiguïté volontaire de Bessent sur ce point.

Niveau 2bis — cibler spécifiquement les paiements en yuan : au-delà de la désignation des banques elles-mêmes, ce levier viserait le mécanisme de compensation en renminbi qui permet aux raffineurs indiens et chinois de contourner le système SWIFT/dollar. C'est le levier le plus difficile à activer unilatéralement de toute la liste, parce qu'il touche à l'architecture même du système monétaire international plutôt qu'à une transaction isolée, les options réalistes se limitent à la désignation des banques compensatrices (rejoignant le niveau 2) ou à une pression diplomatique sur les banques centrales des pays acheteurs.

Niveau 3 — intermédiaires logistiques et documentaires : cibler les sociétés qui fabriquent la « fiction documentaire » faisant passer du pétrole iranien pour des

réexportations malaisiennes, plusieurs désignations de ce type ont déjà visé des sociétés de gestion maritime basées à Shandong.

Sans cette fiction documentaire, le pétrole iranien ne peut plus entrer légalement dans les circuits commerciaux internationaux sous une fausse origine, ce qui contraint les acheteurs à assumer explicitement l'exposition juridique d'acheter du pétrole iranien sanctionné.

Niveau 4 : désigner les **sociétés de gestion de navires enregistrées à Hong Kong**, qui possèdent légalement une partie de la flotte fantôme tout en bénéficiant d'un statut administratif distinct de la Chine continentale, souvent exploité pour brouiller les pistes de traçabilité juridique.

2. Les Émirats arabes unis — le premier hub mondial de transbordement

Comment ça marche

Les Émirats ne sont pas, pour l'essentiel, un consommateur final de pétrole iranien — c'est un **point de transit et de camouflage documentaire**. Les données de transbordement de 2025 montrent les Émirats représentant jusqu'à 57 % des exportations « enregistrées » d'Iran, un chiffre qui reflète leur rôle de plaque tournante, pas leur consommation réelle.

Le mécanisme repose sur des **sociétés-écrans à navire unique**, enregistrées dans des zones franches comme **JAFZA (Jebel Ali Free Zone) à Dubaï**, dont la structure juridique permet d'isoler la propriété réelle d'un navire ou d'une cargaison derrière plusieurs couches de sociétés-boîtes-aux-lettres.

Un cas documenté par le Trésor illustre le mécanisme complet : le pétrolier **LISBOA**, sous pavillon panaméen mais géré par une société basée à **Hong Kong** (Lisboa Shipping Company Limited), a transporté huit cargaisons de naphta iranien, plus de 2,5 millions de barils, vers les Émirats entre juillet 2025 et janvier 2026. La cargaison, une fois arrivée aux Émirats, peut ensuite être mélangée, ré-étiquetée, ou réexportée sous couvert d'une origine émiratie légitime.

Un autre exemple : la société **ADH Energy FZE**, basée aux Émirats, a servi à vendre et exporter des millions de barils de GPL iranien vers des utilisateurs finaux au **Bangladesh**.

Les Émirats abritent aussi une partie du réseau des « **trustees** », les intermédiaires opaques chargés de collecter et transférer les revenus pétroliers iraniens hors du système bancaire formel, un réseau que l'on retrouve également en Turquie et à Oman. Un scandale de fin juillet 2026 a révélé un détournement d'au moins 1,6 milliard de dollars au sein de ce système précis, certains intermédiaires ayant fui avec les fonds, signe d'une fragilité structurelle déjà présente indépendamment de toute action américaine.

Enfin, le commerce irano-émirati représentait environ **28 milliards de dollars en 2024** selon l'OMC, une grande partie des services financiers utilisés par les importateurs iraniens transitant précisément par les Émirats, ce qui explique pourquoi une éventuelle rupture émiratie plus dure affecterait directement la capacité de paiement de ces importateurs. Signe que la pression fonctionne déjà à un premier niveau : les Émirats affirment eux-mêmes être en train de rompre leurs liens commerciaux avec l'Iran.

Comment Washington peut frapper

Niveau 1 : désignation directe des **sociétés-écrans identifiées** enregistrées dans les zones franches émiraties (JAFZA notamment), comme cela a déjà été fait pour des entités liées au réseau LISBOA et ADH Energy FZE.

Niveau 2 : cibler les **banques et maisons de change émiraties** qui traitent les flux financiers liés à ce commerce, un levier moins souvent activé publiquement mais juridiquement disponible via l'E.O. 13902.

Niveau 2bis — frapper les juridictions et institutions financières à double exposition : ce levier vise spécifiquement les institutions qui traitent des transactions liées au pétrole iranien sanctionné **tout en conservant simultanément des relations commerciales et correspondantes en dollars ou en euros avec des institutions occidentales**.

C'est la catégorie la plus vulnérable juridiquement. Ces institutions à double exposition ont, par construction, quelque chose à perdre dans le système occidental. Les cibler produit un effet dissuasif disproportionné : chaque désignation envoie un signal à l'ensemble des institutions similaires qu'elles doivent choisir entre le marché iranien et leur accès au dollar/à l'euro, un choix presque toujours tranché en défaveur de l'Iran par les acteurs de taille moyenne.

Niveau 3 — frapper les réseaux de « trustees » : identifier et sanctionner nommément les intermédiaires opaques basés aux Émirats qui collectent et transfèrent les revenus pétroliers iraniens hors du système bancaire formel. Contrairement aux banques classiques, ces trustees opèrent précisément parce qu'ils échappent aux canaux bancaires traditionnels, les frapper suppose un travail de renseignement financier ciblé, individu par individu, plutôt qu'une désignation sectorielle large. C'est un levier à fort rendement mais lent à mettre en œuvre.

Niveau 4 : sanctionner les **sociétés de courtage énergétique** basées à Dubaï qui structurent ces transactions.

Limite structurelle : les Émirats restent un partenaire stratégique et sécuritaire majeur des États-Unis dans le Golfe (hôte de bases américaines, cible elle-même des attaques iraniennes documentées plus tôt), ce qui borne politiquement l'ampleur des sanctions que Washington est prêt à imposer frontalement à l'État émirati lui-même.

3. La Turquie — nœud logistique

Comment ça marche

Le rôle turc se déploie sur deux plans distincts. D'abord, un plan **énergétique légal mais politiquement sensible** : l'Iran fournit environ 15 % du gaz naturel turc via un accord de pipeline établi de longue date, générant un commerce bilatéral de l'ordre de dix milliards de dollars. En 2022, dernière année pour laquelle des données complètes de l'OMC sont disponibles, l'Iran a importé pour plus de 11 milliards de dollars de biens turcs, sa troisième source d'importations cette année-là, faisant de la Turquie le deuxième plus grand facilitateur économique de l'Iran après la Chine.

Ensuite, un plan **clandestin et documenté par le Trésor** : un réseau précis, révélé en juin 2026, associe le ressortissant afghan **Sarbaz Abdul Zada** et le ressortissant turc **Mohammad Shakol Mihandoust** (alias « Haji Shakoore »), opérant un système de contournement conjoint.

Le Département d'État a également identifié en février 2026 des **réseaux d'accès d'armement** basés simultanément en Iran, en Turquie et aux Émirats, soutenant le développement de missiles balistiques et d'armes conventionnelles avancées iraniennes. La Turquie fait également partie des trois juridictions (avec les Émirats et Oman) abritant les réseaux de « trustees » évoqués plus haut.

Comment Washington peut frapper

Niveau 1 : sanctions secondaires ciblées sur les individus et sociétés turques déjà identifiés dans les réseaux de contournement documentés, le cas Zada/Mihandoust illustre ce niveau d'action, déjà activé.

Niveau 2 : cibler spécifiquement les **réseaux d'accès d'armement** basés en Turquie, distincts du commerce énergétique.

Niveau 3 : frapper les **intermédiaires « trustees »** identifiés sur le sol turc, selon la même logique que pour les Émirats.

Limite structurelle majeure : la Turquie est **membre de l'OTAN**, ce qui rend toute sanction lourde contre l'État turc lui-même politiquement très coûteuse pour Washington, d'autant que Trump a fait des relations avec Erdoğan une priorité affichée, allant jusqu'à envisager la réintégration de la Turquie dans le programme F-35.

4. L'Irak — transbordement transfrontalier et corruption officielle

Comment ça marche

Le rôle irakien combine deux dimensions. D'une part, l'Irak sert de **corridor de transbordement transfrontalier**, profitant d'une frontière commune étendue et d'un contrôle territorial partiel exercé par des **milices soutenues par l'Iran**.

D'autre part, le Trésor a documenté un cas de **corruption officielle directe** : un fonctionnaire irakien a été sanctionné pour avoir facilité la vente de pétrole aux côtés de ces mêmes milices.

L'Irak reste vulnérable à la pression économique américaine du fait de son commerce continu avec l'Iran, les sanctions ont déjà ciblé des groupes liés à Téhéran présents sur son sol, mais elle souligne qu'une extension plus large de ces sanctions resterait « lente, inégale et difficile à surveiller ».

Comment Washington peut frapper

Niveau 1 : désignation individuelle de **fonctionnaires irakiens complices**, comme déjà fait.

Niveau 2 : cibler les **milices soutenues par l'Iran** opérant en Irak en tant que vecteurs économiques de contournement.

Niveau 3 : pression diplomatique bilatérale sur Bagdad pour renforcer les contrôles frontaliers, un levier plus lent et plus politique, dépendant d'un gouvernement dont la coalition inclut des partis proches de Téhéran.

5. Hong Kong — plaque tournante financière et logistique

Comment ça marche

Hong Kong occupe une position juridique particulière : théoriquement soumis à la souveraineté chinoise, mais conservant un statut administratif et financier distinct historiquement moins exposé aux sanctions visant la Chine continentale. Des sociétés basées à Hong Kong opèrent au sein du **réseau bancaire clandestin iranien**, ayant tenté des transactions liées aux accès d'armement pour le CGRI et le MODAFL ; et la société de gestion du pétrolier LISBOA (déjà mentionnée) est elle-même basée à Hong Kong.

Comment Washington peut frapper

Niveau 1 : désignation individuelle des **entités financières et de gestion maritime basées à Hong Kong**, en vertu de l'E.O. 13902 et de l'E.O. 13224, déjà appliqué en juin 2026.

Niveau 2 : renforcement de la surveillance des **sociétés de gestion de navires enregistrées à Hong Kong**, un angle mort relatif du fait de la distinction administrative persistante avec la Chine continentale.

6. Oman — canal diplomatique et point de transit maritime

Comment ça marche

Le rôle omanais est structurellement ambigu, mêlant fonction diplomatique légitime et rôle documenté dans le contournement.

Oman est le **médiateur officiel reconnu** des négociations sur la gestion du détroit d'Ormuz. L'Atlantic Council recense également Oman parmi les juridictions où opèrent des **intermédiaires maritimes et financiers**, notamment via des transferts navire-à-navire au large de ses côtes, et le pays fait partie des trois juridictions abritant des réseaux de « trustees » identifiés.

Comment Washington peut frapper

Niveau 1 : sanctions ciblées sur les **intermédiaires maritimes et financiers spécifiques** opérant depuis le territoire omanais, sans viser l'État omanais lui-même.

Limite structurelle majeure : la double casquette d'Oman, médiateur indispensable et point de transit tolérant, explique directement la tension que représentent les menaces de Trump contre le pays : frapper trop durement Oman risquerait de faire disparaître le seul canal diplomatique encore fonctionnel sur la question du détroit.

7. La Russie — partenariat structurel d'évasion mutualisée

Comment ça marche

Contrairement aux autres cas, il ne s'agit pas d'un simple canal de contournement au bénéfice de l'Iran, mais d'une véritable **mutualisation d'infrastructures d'évasion** entre deux régimes sanctionnés depuis 2022 : assureurs partagés, pavillons de complaisance communs, zones de transbordement navire-à-navire partagées, et mécanismes communs de découverte des prix.

Depuis mars 2026, l'Atlantic Council documente un niveau de protection étatique inédit : des **navires militaires russes escortent directement les navires de la flotte fantôme** à travers la Manche et la mer Baltique.

Comment Washington peut frapper

Niveau 1 — Sanctioning Russia and Iran Act : le levier législatif le plus significatif identifié récemment, adopté au Sénat par 86 voix contre 11, qui couple explicitement la pression sur les deux pays et donnerait à l'exécutif américain de **nouveaux pouvoirs tarifaires contre les pays tiers acheteurs**. Contrairement à un décret exécutif ou une désignation OFAC, qu'une future administration pourrait assouplir unilatéralement, une loi votée avec ce niveau de majorité bipartisane est structurellement plus difficile à défaire, elle ancre la pression dans la durée plutôt que dans le seul calendrier politique d'une administration.

Niveau 2 — frapper les assureurs et réassureurs partagés entre les deux flottes fantômes, et les registres de complaisance : c'est probablement le levier le plus structurellement puissant de toute la liste, parce qu'il ne s'attaque pas à un maillon isolé mais à une **condition de fonctionnement transversale** du système.

Sans couverture assurantielle, un navire perd sa capacité à opérer légalement dans la quasi-totalité des ports internationaux, qui exigent presque partout une preuve d'assurance responsabilité civile pour autoriser l'accostage.

Le complément naturel est de frapper les **registres d'immatriculation de complaisance** qui permettent à ces navires d'opérer sous une identité juridique masquée. Puisque les deux flottes (russe et iranienne) partagent désormais ces mêmes assureurs et ces mêmes pavillons, ce levier frapperait simultanément les deux réseaux d'évasion.

Sa sous-exploitation actuelle tient à sa complexité de mise en œuvre : identifier précisément quels assureurs couvrent quels navires exige un travail de renseignement maritime sophistiqué (recoupement de données AIS, contrats d'assurance, structures de propriété), plus complexe qu'une simple désignation de raffinerie, mais avec un effet de levier proportionnellement plus large une fois activé.

8. Levier transversal — les plateformes de cryptomonnaies

Comment ça marche, en détail

Environ 500 milliards de dollars d'actifs cryptographiques liés à l'Iran ont déjà été gelés, mais ce canal continue de se développer comme mécanisme de contournement à mesure que les canaux bancaires traditionnels se ferment, notamment via des échangeurs iraniens comme Nobitex, Wallex, Bitpin, Ramzinex et Aban Tether, déjà désignés par l'OFAC en vertu de l'E.O. 13902 pour opération dans le secteur financier iranien.

Comment Washington peut frapper

Étendre les sanctions sur les plateformes de cryptomonnaies : toute institution financière étrangère ou personne non-américaine qui transige avec ces plateformes désignées s'expose elle-même à des sanctions, le même effet en cascade que pour les banques classiques, mais appliqué à un écosystème plus difficile à surveiller en raison de la nature décentralisée des cryptomonnaies. C'est un levier en expansion continue, l'OFAC ajoutant régulièrement de nouvelles plateformes à mesure qu'elles émergent comme canaux de contournement.

10. Levier transversal — intensification coordonnée sur l'ensemble des juridictions

Au-delà des leviers spécifiques à chaque pays, Washington dispose d'un dernier levier de nature différente : **sanctionner simultanément et de façon coordonnée des entités turques, émiraties, pakistanaïses et chinoises** impliquées dans le commerce, le financement ou la logistique du contournement, plutôt que de procéder par vagues isolées et espacées dans le temps comme c'est le cas actuellement.

En multipliant les désignations sur ces juridictions en parallèle plutôt qu'en séquence, Washington maximiserait l'effet de dissuasion sur l'ensemble de l'écosystème de contournement simultanément, plutôt que de laisser aux réseaux le temps de se réorganiser après chaque vague de sanctions isolée, une différence stratégique entre l'usure progressive, actuellement à l'œuvre, et le choc coordonné, encore inexploité.

Synthèse : la hiérarchie réelle des leviers

En croisant l'ensemble de ces cas, une hiérarchie claire se dessine pour Washington :

Rendement élevé, coût politique faible à modéré : les désignations individuelles (sociétés-écrans, navires, fonctionnaires corrompus, intermédiaires financiers isolés, réseaux de trustees) sont **juridiquement simples et déjà largement activées** dans tous les pays listés, mais leur effet reste marginal et rapidement contournable par la création de nouvelles entités de façade.

Rendement structurel élevé, coût politique modéré : frapper les assureurs et réassureurs partagés de la flotte fantôme, ou les institutions à double exposition occidentale, touche des conditions de fonctionnement transversales du système d'évasion sans nécessiter de confrontation frontale avec un État souverain de premier rang, c'est probablement là que se trouve la marge de manœuvre la plus immédiatement exploitable pour Washington aujourd'hui.

Rendement élevé, coût politique maximal : sanctionner de grandes banques chinoises, cibler les paiements en yuan, ou imposer des sanctions étatiques lourdes contre la Turquie ou les Émirats sont **juridiquement disponibles** via l'E.O. 13902 et le CAATSA, mais impliquent des coûts diplomatiques ou géoéconomiques considérables.

Rendement cumulatif dans la durée : le Sanctioning Russia and Iran Act n'a pas d'effet immédiat comparable aux désignations OFAC, mais ancre la pression dans une durée que les administrations futures ne pourront pas défaire aussi facilement qu'un simple décret.

La question n'est jamais de savoir si Washington peut juridiquement frapper plus fort, la loi le permet largement, mais jusqu'où l'administration est prête à assumer les répercussions géopolitiques d'un usage maximal de ces instruments, en particulier vis-à-vis de la Chine, à cinq semaines du sommet Trump-Xi du 24 septembre.